

Gérard BERGERON

éminent politologue québécois, Université Laval [1922-2002]

(1965)

“Les conséquence politiques
de la prépondérance
américaine.”

4^e Congrès des Affaires canadiennes, 1964

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC**

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec   Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
  partir du texte de :

Gérard BERGERON

“Les conséquences politiques de la prépondérance américaine.”

In Congrès des Affaires canadiennes, **La dualité canadienne à l’heure
des  tats-Unis**. 4e Congrès des Affaires canadiennes, 1964, pp. 121-
126. Québec : Les Presses de l’Université Laval, 1965, 132 pp.

Le directeur général des Presses de l’Université Laval, Monsieur Denis Dion,
nous a accordé gracieusement, le 25 mai 2021, son autorisation pour la diffusion
en libre accès à tous de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Denis Dion : Denis.Dion@pul.ulaval.ca
Directeur général des Presses de l’Université Laval.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

 dition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

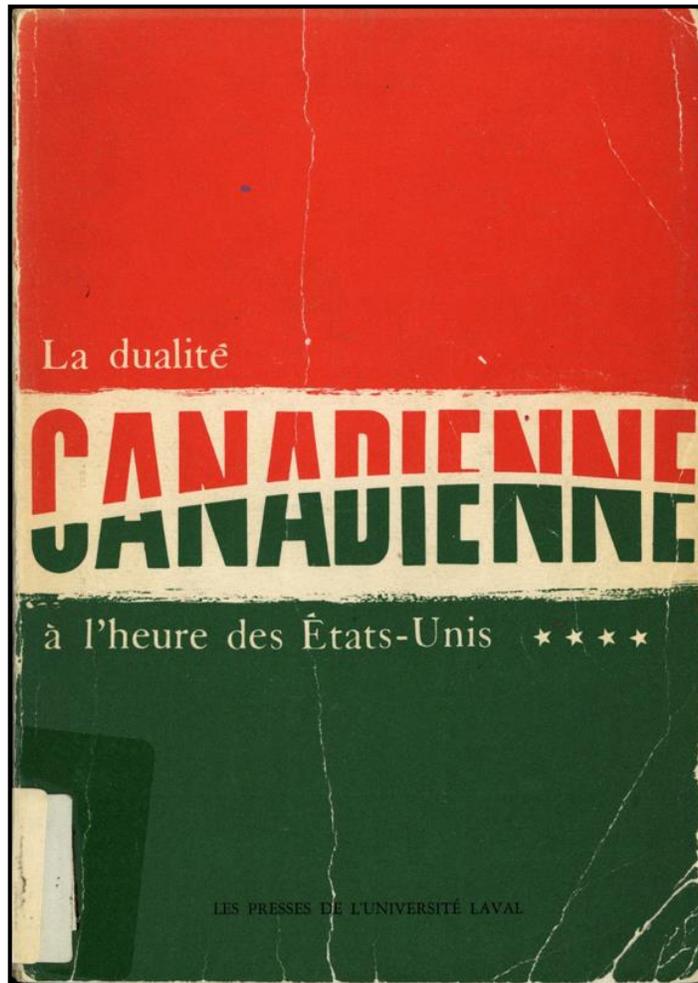
 dition numérique réalisée le 24 juin 2021 à Chicoutimi, Québec.



Gérard BERGERON

éminent politologue québécois, Université Laval [1922-2002]

“Les conséquences politiques de
la prépondérance américaine.”



In Congrès des Affaires canadiennes, **La dualité canadienne à l'heure des États-Unis**. 4e Congrès des Affaires canadiennes, 1964, pp. 121-126. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1965, 132 pp.



Presses de l'Université Laval
Éditeur depuis 1950

Nous voulons témoigner notre gratitude à l'éditeur, *Les Presses de l'Université Laval*, pour leur autorisation de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques de sciences sociales.

Le 25 mai 2021, M. Denis Dion, directeur général des Presses de l'Université Laval, nous autorisait la diffusion en accès libre à tous de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Denis Dion : Denis.Dion@pul.ulaval.ca
Les Presses de l'Université Laval : <https://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay, C.Q., sociologue
fondateur, Les Classiques des sciences sociales
Chicoutimi, Québec,
Mercredi, le 22 juin 2021.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[121]

La dualité **canadienne** à l’heure des États-Unis.

“Les conséquences politiques de la prépondérance américaine.”

Gérard BERGERON

C’est toujours un terrible risque que de s’administrer une « minute de vérité ». Nous l’avons fait cette semaine, volontairement. Lucidement, avec courage, sans masochisme ni complaisance ? C’est une autre question.

Il y a des introspections qui pèsent vraiment trop. Une pirouette dans la bousculade du quotidien, qui étourdit, et l’on se donne l’impression d’un soulagement relatif et provisoire. Ce n’est pas le jeu de l’autruche, ni la fuite en avant : c’est la fugue dans l’immédiat.

Beaucoup de peuples ont eu des histoires autrement plus tragiques que les destins des deux nôtres. Bien d’autres ont victorieusement relevé des « défis » — challenges au sens de Toynbee — , et sont propulsés dans l’histoire par la tension chronique d’une ou deux contradictions fondamentales. Mais nous, Canadiens, sommes probablement les grands champions mondiaux — et involontaires — de l’accumulation des paradoxes historiques. Nous sommes un des plus vastes pays du monde et, aussi, probablement le moins peuplé — ce qui nous vaudrait la médiane confortable, quoique en partie fictive, d’être considérés comme une « puissance moyenne ».

Nous avons accordé l’existence d’« États fédérés » à cette petite île (de rien du tout) du Prince-Édouard et à cette grande île, mais presque vide, de Terre-Neuve, à l’égal de l’Ontario et du Québec qui, en

population et étendue, sont dans la bonne moyenne des quelque 120 États mondiaux.

Nous nous payons le luxe raffiné d'avoir deux villes métropolitaines, nullement complémentaires et inutilement concurrentes, sans l'appui équilibrant d'une capitale politique, dont le moins qu'on puisse dire c'est que son caractère congénitalement terne n'a aucun pouvoir de polarisation, ni même de simple représentation, de la diversité canadienne.

Nous sommes bien fiers de notre standard de vie, mais nous n'en jouissons guère qu'en usufruitiers et la nue propriété échappe progressivement aux propriétaires d'origine que nous avons été et voudrions bien redevenir.

Nous avons dû pendant cent ans, du Canada-Uni de 1840 à la Seconde guerre mondiale, faire la preuve progressive que nous n'étions [122] pas que des Anglais et des Français émigrés en Amérique. Nous devons montrer, pendant probablement un autre cent ans, que nous ne sommes pas que de simples Américains, auxquels on pardonne volontiers l'inoffensive bizarrerie de se sentir attachés à certain folklore — par définition, bien anachronique — d'origine monarcho-britannique, d'une part, et culturo-française, de l'autre.

Nous avons été, sans liberté de choix de notre part, mis ensemble comme deux peuples fondateurs du Canada, à la suite des avatars des guerres de succession d'Espagne et de Sept-Ans avec le résultat biculturaliste de la coexistence forcée de « parlant français » et de « parlant anglais » — dont on sait que, de Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc, en passant par Marlborough et Wellington, jusqu'à Clemenceau et de Gaulle, ils sont faits pour se parler comme pour ne pas se comprendre.

J'arrête ici l'énoncé de ces paradoxes. Il y en aurait d'autres. L'important, c'est que leur faisceau est en train, pour la première fois de façon aussi claire en notre histoire, de produire des effets cumulatifs et non plus de s'entre-neutraliser. Pourquoi ? Bien sûr à cause du Québec et de sa révolution que « silencieuse » ou « tranquille » on nomme. On s'interroge copieusement à son sujet depuis trois ans, mais sans qu'il en sorte, à la vérité, des résultats proportionnés à l'effort cérébral et émotif engagé.

Pourquoi encore ? À cause de ce que les organisateurs de ce colloque ont appelé la « prépondérance américaine ». On a pu se rendre compte cette semaine que cette « prépondérance », qui est à l'échelle planétaire, est encore plus « prépondérante » au Canada que partout ailleurs. Et cela, « par la force des choses » américaine, d'une part, canadienne, de l'autre. C'est en considérant tout ce qui est en cause par le voisinage des États-Unis qu'on prend conscience d'une certaine irréalité des questions qu'on voudrait circonscrire comme exclusivement ou même proprement « canadiennes ». Les approches uniquement historiques, ou culturelles, ou économiques, même la juxtaposition de leurs résultats sont bien insuffisantes à nous faire saisir, non pas seulement l'envergure, mais la nature même de la question. C'est d'abord, ensuite, et surtout un fait géographique sans exclure son implacable détermination géostratégique. Dans cette impossible géographie de l'Amérique du Nord, le Canada est soudé aux États-Unis comme un second étage l'est à un premier. Et, avec une plus grande acuité que jamais, on prend conscience que tout ce qui se passe ou presque au premier étage, sans parler de ce qui s'y trame parfois, conditionne plus ou moins étroitement l'ensemble de la vie des résidents du second étage.

Dans une première et longue phase qui s'achève, le Canada s'est formé en continuant de se sentir rattaché à l'Europe, puis en se détachant avec timidité et lenteur, mais pas encore totalement. Nous sommes entrés dans la phase où le Canada voudrait bien affirmer son identité, mais sans parvenir à se détacher des États-Unis, privé qu'il est maintenant du support effectif de son ancien rattachement à l'Europe. [123] D'où sentiment d'une très vive précarité, doublé de l'angoissante constatation des fissures intérieures qui, sournoisement et depuis longtemps, faisaient leur chemin.

Ce n'est plus l'*unguarded frontier* qui est un mythe ; c'est la frontière qui n'est plus guère qu'une fiction. Les preuves ne manquent pas ; et je fais l'économie d'un passage qui en contiendrait le bilan. Le sujet ayant quelque chose de prométhéen, on ne se fait pas faute d'accumuler les métaphores. Les caricaturistes emploient parfois, pour illustrer des coexistences trop inégales, la métaphore suivante. Sur une banquette pour deux personnes de gabarit moyen, le Canada est ce gringalet de 110 livres qui cherche à n'être pas écrasé par le géant débonnaire de 340 livres qui, c'est bien malgré lui, prend presque toute

la place ! Théoriquement, le gringalet pourrait changer de banquette, mais justement, l'hypothèse est exclue. Élargir la banquette ? Mais, en restant assis avec, pour ainsi dire, une liberté de manœuvre restreinte, comment y arriverait-il ? Prendre du poids et se faire des muscles ? D'abord, il y a des retards qui ne se rattrapent pas. Et puis le gringalet n'est nullement antagoniste. Il aime son voisin, le géant débonnaire qui le lui rend bien. L'historien Brebner, Canadien devenu Américain, a déjà proposé l'image de jumeaux siamois qui ne peuvent se séparer et continuer à vivre. En gardant l'idée de la précédente disparité de taille entre le géant et le gringalet, devenus ainsi, par la grâce de notre imagination, des jumeaux siamois, les deux parties apparaissent comme indissolublement liées. Si l'image suggère que le jumeau-géant porte pour ainsi dire le jumeau gringalet et lui communique son surcroît de vitalité, le tonus même du petit reste néanmoins vitalement nécessaire au plus gros.

Aussi, les Américains sont-ils bien placés pour nous dire : « Puisque vous avez les avantages, endurez aussi les inconvénients » ou : « You can't eat your cake and have it too ! » Aussi, les Canadiens ont-ils souvent l'impression de vivre comme par procuration, de bien vivre, mais comme au-dessus de leurs moyens. Aussi nos aimables voisins découvrent-ils littéralement l'Amérique quand on leur parle de l'angoisse canadienne au sujet de ce trop inégal voisinage. Pour eux, nous ne sommes qu'un de leurs problèmes ; et Dieu sait qu'ils en ont qu'ils ne choisissent pas et de combien plus pressants ! Pour nous, ils sont le problème, l'unique problème venant de l'extérieur. Les quelques « libertés » que nous prenons en politique étrangère du côté de la Chine ou de Cuba ne mettent jamais en péril l'indissoluble union, et l'idée même d'un schisme est impensable. C'est justement l'idée inverse d'une absorption ou annexion qui est, elle, très pensable.

Mais elle est pensable, pensée positivement, non pas par la partie absorbante mais par celle qui serait absorbée. Ce n'est pas le moindre des paradoxes canadiens dont Je n'ai pas épuisé la liste au début. Dans l'histoire politique des États-Unis, on relèverait passablement de cas de velléités d'annexions partielles ou totales du Canada. Mais c'est du côté canadien que ce qu'on pourrait appeler la disponibilité [124] annexionniste s'est toujours trouvée. Du manifeste des Marchands anglo-écossais de Montréal de 1849 jusqu'à la dernière enquête du *MacLean's Magazine* et de son homologue le *Magazine MacLean*, de

larges couches de la population canadienne ont toujours pensé que l'annexion aux États-Unis serait une affaire mutuellement favorable. Selon *MacLean*, 29% des Canadiens, dont 33% de Québécois et 39% de *Maritimers*, désiraient passer sous la houlette d'*Uncle Sam*. Un sondage plus récent de l'Institut canadien d'opinion publique donne des chiffres un peu moins effarants : 13% pour l'ensemble des Canadiens et 20% pour les Canadiens de l'Est, c'est-à-dire, les gens des Maritimes et du Québec. Une enquête faite en octobre auprès de 200 *undergraduates* de McGill révèle que 20% désirent l'union politique du Canada et des États-Unis. Ces sondages doivent être interprétés, bien sûr. Leurs résultats divergent passablement du reste, si tous trois ont été faits alors qu'aucune question particulière ne tendait les relations entre les deux pays. Il y a toute une marge entre les 29% de *MacLean* et le 13% de Gallup ou le 20% de McGill. Et, pour l'interprétation, tout dépend du point de vue où l'on se place. Ainsi le *Montreal Star*, d'où je tire les résultats de ces deux dernières enquêtes, titre, pour le *Gallup Poll* : « 81% Rule Against Canada Joining U.S. »..., et pour le sondage de McGill : « McGill Poll Shows 80 p. c. Oppose Union with U.S. »

Pour ma part, je trouve ces chiffres effarants. Qu'un Canadien sur cinq, ou même sur trois selon *MacLean*, veuille ou consente à devenir Américain, c'est la statistique la plus brutalement déprimante de la réalité canadienne. Cela se produit dans un pays du second standard de vie au monde, malgré son fort chômage ; dans un pays où il n'y a pas, du moins pas encore, de guerre civile. Encore là, je crois bien que nous détenons un record mondial que seul Berlin-Est pourrait inquiéter... C'est cela, pour une bonne part, des Canadiens, des gens qui ne seraient nullement inquiets de voir remonter le 45^e degré parallèle...

Ce paradoxe se double d'un autre paradoxe américain : nos voisins veulent — j'ai écrit : *veulent* — d'autant moins nous avaler qu'il leur serait plus facile de le faire. « Pourquoi, pensez-vous déjà, le feraient-ils ? » Le Canada, tel qu'il est, les *sert* suffisamment bien : nous leur fournissons gratis un gigantesque espace aérien, un *back-store* apparemment inépuisable de *x*, *y*, *z* matières premières et des montagnes de papier-journal. C'est entendu : les Américains ont tort de nous prendre, en tout et pour tout, « as granted ». Et s'il est vrai que, sans montrer les dents, ce qui serait risible, nous grommelons parfois, nous devons bien admettre que nous sommes voués, à tous égards, à

être leurs alliés ultimes. Un deuxième étage n'a pas le choix de ne pas reposer sur le premier.

La solution globale ? Elle n'existe pas, non pas seulement pour la raison générale qu'un problème politique ne se résout pas mais se règle seulement de façon provisoire ou partielle, mais encore parce que les données fondamentales du problème sont invariables : ce que [125] j'ai appelé tout à l'heure cette « impossible géographie nord-américaine » et, aussi, ce fait que nul ne peut faire que ce qui a été n'ait pas été. Je parle de solution *globale* autre que la fusion pure et simple des deux pays. Au plan des solutions *individuelles*, il y a la fugue : huit millions de Canadiens l'ont déjà faite. Sans compter leurs descendants, ce chiffre constitue 40% de la population actuelle du Canada. Et il paraît que nous manquons d'immigrants... Il paraît aussi que nous manquons de « talents »... Si l'on pouvait rapatrier ceux des nôtres qui ont choisi de faire carrière aux États-Unis ou en Angleterre, peut-être apparaîtrions-nous moins pauvres. Dans *The Atlantic Monthly* de ce mois, un *Canadian Scholar*, diplômé de Harvard qui fait maintenant carrière à Cambridge, s'en est ouvert librement : « Canadians, admittedly, have been failures... I would be loyal to Canada if only she possessed the one basic quality necessary for every country ; a sense of *patria*... The Canadian heritage is schizophrenic... The longer I stayed away, the more the idea of Canada bored me... Canada gave me everything : health, money, erudition — but she failed to give me the one thing essential : a sense of identity, without which everything else is unessential... I have no solution to offer for the problem, except the personal one, which is to go on living for what matters most to me. » Au fond, ces lignes sont-elles plus déprimantes que les statistiques au sujet du désir d'annexion que je citais tout à l'heure ?

Au-delà des solutions strictement individuelles, il y a une solution collective, partielle mais non globale. C'est celle de mon collègue de ce soir, M. Bourgault. Elle consiste à vouloir défaire le Canada pour faire le Québec. Les adversaires de cette position disent qu'elle implique de crier aussi : « Après nous, le déluge ! » Comme ce n'est ni l'objet de ce colloque ni le thème de cette soirée de prendre le problème par ce bout, je m'abstiens de poursuivre en cherchant, par exemple, à prévoir certaines conséquences. Au surplus, le temps me manquerait.

Il n'y a pas de solution globale, mais il y a des ajustements tactiques à cette situation globale. Nous ne faisons même que cela, sans véritable

plan directeur, c'est-à-dire sans stratégie. Pouvons-nous être autre chose que le second étage de la maison États-Unis ? On a déjà parlé du « miracle » historique du Canada français. En n'oubliant pas qu'un miracle de cette sorte n'est rien d'autre qu'un défi victorieusement, bien qu'en grande partie inconsciemment, surmonté, on peut se poser la question : la survie d'un Canada souverain à l'heure de la prépondérance des États-Unis sera-t-elle le miracle complémentaire ? Les Américains ne veulent pas nous annexer ; mais si des Canadiens de plus en plus nombreux veulent l'être ?

Je me prends parfois à penser que, dans cette situation de surréalisme politique hautement accusé, il nous serait peut-être utile d'avoir des hommes d'État visionnaires. Si vous croyez que j'exagère, je vous mets au défi de rendre intelligible à un esprit non surréaliste l'actuel débat hémorragique sur le drapeau... Dans le passé, on peut enregistrer [126] suffisamment de bonnes occasions manquées pour ne pas craindre le jugement de l'historien de l'avenir : « Un grand pays mort par défaut... » Allons-nous manquer la présente occasion pour faire le Canada enfin ?

[133]